



LÉGATION DE SUISSE

B.12 / Ca.

RAPPORT POLITIQUE N° 4.

Bogotá, le 9 avril 1952.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

La situation politique de la Colombie
parmi les autres pays d'Amérique Latine

On estime généralement en Europe que tous les pays d'Amérique Latine se ressemblent à s'y méprendre du point de vue de leur structure politique. Le fait est que la plupart de ces pays accusent un certain nombre de traits communs, dont voici les principaux : prédominance marquée de l'ordre politique sur l'ordre administratif et, d'autre part, évolution économique indépendante des fluctuations politiques, d'où un contraste marqué avec la plupart des pays européens; colonisés par des Espagnols ou des Portugais, les pays d'Amérique du Sud se sont tous affranchis du joug ibérique au début du siècle dernier et concilient tant bien que mal une idéologie inspirée de la Révolution Française avec un traditionalisme catholique et aristocratique; ce contraste explique l'alternance entre des gouvernements autoritaires culminant dans la dictature et des gouvernements civils issus de la révolution et s'achevant dans une anarchie qui appelle à son tour une révolution militaire; ce même contraste rend compte de l'acuité dans l'immense majorité des pays ibero-américains de l'antagonisme doctrinal entre les libéraux et les conservateurs. Grâce aux richesses naturelles, se sont des pays d'avenir, mais qui risquent, en raison de l'instabilité

Au Département Politique fédéral,

B e r n e .-



politique et du métissage de la population, de rester indéfiniment des pays d'avenir.

Il est certain que les premiers traits rappelés ci-dessus s'appliquent à la Colombie, où le politique absorbe et paralyse l'administratif, où les sanglants programmes du 9 avril 1948 sont restés sans la moindre répercussion sur l'évolution et la législation économique et financière, où l'emprise du clergé n'empêche pas les fidèles de vénérer Bolivar comme héros national et enfin, où les deux seuls partis existant, le libéral et le conservateur, luttent sans merci pour le pouvoir.

Mais ici apparaît une particularité colombienne, à savoir que ce n'est aucunement au nom d'une doctrine politique que ces deux partis se combattent. En effet, le catholicisme des libéraux peut être aussi intransigeant que celui des conservateurs; à témoin les reproches que dût entendre une famille libérale revenue de Genève pour avoir laissé ses enfants se "contaminer" à l'école publique au contact avec leurs camarades protestants. Les conservateurs, d'autre part, ne sont guère plus respectueux de l'autorité romaine que leurs antagonistes; preuve en soit les attaques violentes qu'ils livrèrent au Concordat signé en 1940 par les libéraux avec l'Eglise. Les luttes que se livrent ces deux partis et qui vont souvent jusqu'au terrorisme politique ont leurs racines dans la vengeance politique. Les injustices ou les atrocités commises contre les membres de l'un des deux clans suscitent des représailles de l'ordre de la vendetta corse. Dès qu'un parti est au pouvoir, son gouvernement se croit obligé de venger les crimes du gouvernement précédent, si bien que le terme "bandit" est devenu synonyme d'adversaire politique. Rien ne permet de prévoir maintenant

la fin de cet état de choses; le Gouverneur de la Province de Tolima vient d'être assassiné par des libéraux dont certains émissaires du Gouvernement actuel auraient incendié les propriétés. En un mot, ce qui manque à la Colombie, c'est un courant politique authentiquement libéral. Alors qu'au Mexique, au Brésil, au Guatemala, au Pérou et en Equateur, par exemple, une réaction a réussi à s'accréditer contre le cléricalisme et l'esprit aristocratique des gouvernements d'inspiration espagnole, la Colombie donne l'impression d'être politiquement en retard de quelques siècles.

En quoi réside, dans ces conditions, la différence entre le courant libéral et le courant conservateur en Colombie ? en ceci que les conservateurs, une fois au pouvoir comme c'est le cas en ce moment, ont la possibilité de s'appuyer sur le clergé et de s'en servir comme instrument de domination. Le clergé colombien est sans doute celui qui ressemble le plus au clergé espagnol. De même qu'en Espagne, être catholique signifie beaucoup moins avoir la foi que d'être un représentant authentique de la glorieuse tradition espagnole, le clergé colombien est tenté d'usurper son prestige spirituel pour asseoir son autorité temporelle. Les histoires de confesseurs subordonnant l'absolution à l'abandon du parti libéral sont trop fréquentes pour ne pas comporter un fond de vérité. On peut citer aussi à ce sujet les cris d'alarme que provoquèrent les conversions au protestantisme obtenues par quelques pasteurs américains. La raison pour laquelle le Concordat avec l'Eglise mentionné ci-dessus avait été combattu par les conservateurs est que cet accord leur paraissait

réduire par trop les prérogatives politiques du clergé.

C'est donc littéralement que les conservateurs colombiens sont plus catholiques que le Pape, et cela s'applique plus particulièrement au Président actuel, M. Laureano Gómez, dont l'influence subsiste quoique sa maladie l'écarte du pouvoir, ainsi qu'à son fils, ancien Ministre à Berne, Directeur du principal journal conservateur. Le tableau que ce dernier me fit de la Colombie ressemblait étrangement au Moyen Age (sans sa grandeur), plus exactement le Moyen Age décadent de l'époque où les Roys de France, tout en se soulevant contre la primauté du spirituel, se servaient des cadres de l'Eglise pour faire triompher le nationalisme politique. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le Président et son fils soient l'un et l'autre fidèles disciples de Charles Maurras. Quand l'Ambassadeur de France présenta ses Lettres de Créance à Laureano Gómez, celui-ci lui demanda d'un ton de reproche : "Qu'avez-vous fait de Maurras ?".

La conclusion qui s'impose est que la Colombie ne verra pas de si tôt les bienfaits de la paix politique. Le trois-quart des journaux est rempli de récits sur le terrorisme politique et les soulèvements violents qu'il provoque de la part de la population libérale. Le gouvernement du Président en exercice ne fait pas mine de vouloir collaborer sincèrement avec les représentants de ceux qu'il appelle "les bandits"; et si les libéraux, fort désunis d'ailleurs, reprenaient le pouvoir, ils ne pourraient guère s'y maintenir sans commencer par "régler leurs comptes" aux conservateurs. Ajoutons que les chefs des deux partis ne se combattent pas ouvertement entre eux; ils ont même de fréquentes entrevues. Cela peut paraître monstrueux; toutefois, ces luttes de partis, de l'avis de certains, ont l'avantage de diviser et par là même d'affaiblir la masse des Indiens illettrés qui forme le 75 %

page 5.

de la population et qui a montré, le 9 avril 1948, à quel point, quand elle est unie, elle peut devenir un instrument redoutable du communisme. Il est impossible d'appliquer à l'Amérique Latine le critère politique de l'Europe et moins encore peut-être à la Colombie qu'aux autres pays de ce continent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

J. A. C. C. C.